Zeitschrift: Zeitschrift für schweizerisches Recht = Revue de droit suisse = Rivista di diritto svizzero = Revista da dretg svizzer : Halbband II. Referate und Mitteilungen des SJV

Herausgeber: Schweizerischer Juristenverein

Band: 9 (1890)

Rubrik: Protokoll der 28. Jahresversammlung des schweizer. Juristenvereins

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 22.08.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Protokoll

der

28. Jahresversammlung des schweizer. Juristenvereins

abgehalten

im Rathhause zu Zürich den 8. und 9. September 1890

unter dem Vorsitz

des Präsidenten, Herrn Bundesrichter Dr. J. Roguin.

Verhandlungen vom 8. September.

I.

Der *Präsident* eröffnet die Sitzung mit folgender Ansprache:

Avant d'aborder les questions à l'ordre du jour de nos séances, il ne sera pas sans intérêt pour vous, Messieurs et chers Collègues, de jeter un coup d'oeil rapide sur les travaux récents des Conseils législatifs de la Confédération dans les matières qui intéressent tout spécialement les juristes.

Une loi fédérale du 21 décembre 1888 sur les dessins et modèles industriels est entrée en vigueur le 1er juillet 1889: elle accorde aux auteurs de dessins et modèles nouveaux et à leurs ayants cause un privilège d'exploitation pendant un certain nombre d'années, au choix du déposant.

Les dispositions de cette loi sont analogues à celle de la loi sur les brevets d'invention. Cependant, à première vue, on constate des divergences de rédaction dans le chapitre III „De la contrefaçon“ si important en pratique. Ainsi le texte français, art. 18 § 1er, n'autorise la poursuite, au civil, ou

au pénal, de la contrefaçon que si elle a été *sciemment* opérée, et l'imitation, que si elle est illicite: le § 2[d] réprime la vente, la mise en vente ou en circulation des objets, dont *on sait ou est censé savoir* qu'ils sont contrefaits ou illicitement imités.

En matière de brevet d'invention, art. 24 No. 1, le mot sciemment n'accompagne pas le fait de la contrefaçon comme requisit pour sa répression et l'imitation est remplacée par l'utilisation illicite: et au § 2[d] du même article, *le savoir ou le censé savoir* de la contrefaçon ou imitation n'est pas ajouté au fait de la vente, mise en vente ou en circulation.

Quelles seront les conséquences de ces différences de rédaction, reproduites dans les textes allemand et italien, c'est ce qu'il n'est pas possible de prévoir; en tout cas, ce sera une occasion de commentaires, de litiges. Dans ses messages des 20 janvier et 12 mars 1888, le Conseil fédéral déclarait avec infiniment de raison qu'il y avait une grande importance à ce que *toutes* les lois sur la propriété industrielle reposent sur des principes uniformes, et il demandait, en matière de contrefaçon de brevet d'invention et de dessins et modèles industriels, d'appliquer les dispositions admises dans la loi fédérale sur la protection des marques de fabrique. Or cette loi (art. 18) a une rédaction notablement différente des deux lois fédérales susvisées et le législateur ne parait avoir tenu aucun compte de la recommandation du Conseil fédéral.

Constatons, à cette occasion, qu'une révision sérieuse et attentive de la rédaction ou de la traduction des lois fédérales devrait toujours être opérée *avant* leur adoption définitive par les Conseils législatifs. Un travail semblable a eu récemment un si heureux résultat pour la loi sur la poursuite et la faillite, certes la meilleure pour la clarté et la précision du texte parmi les lois fédérales, qu'il est opportun de le recommander à la sollicitude du Conseil fédéral, comme absolument nécessaire. — A cette demande, joignons le voeu qu'il soit surtout veillé à ce que le même fait juridique prévu par la loi soit dans tous ses articles toujours appelé

du même nom qualificatif, afin d'éviter les confusions et fausses interprétations, si faciles lorsque la loi doit être rédigée en trois langues.

Une loi fédérale sur les téléphones du 27 juin 1889 est entrée en vigueur le 1er janvier de la présente année: elle a principalement pour but d'assimiler le service téléphonique au service télégraphique, soit à la régale de l'administration fédérale, et de fixer les taxes à percevoir pour les communications entre abonnés, pour les communications avec les tiers; elle n'a pas de dispositions de droit privé.

Le projet de loi fédérale sur les rapports de droit civil des citoyens établis ou en séjour, présenté par le Conseil fédéral le 28 mai 1887, est encore appelé à faire étape du Conseil National au Conseil des Etats, avant de revêtir définitivement la forme d'une loi fédérale.

Certes, s'il s'était agi de décreter la fabrication de canons de gros calibre, ou d'une poudre explosible bien meurtrière, nous aurions vu le législateur sanctionner en grande hâte le résultat des expériences des officiers de haut rang, préposés à la construction du matériel de guerre.

Pour les oeuvres bienfaisantes de la paix, un délai de 3 ans ne parait pas suffisant!

Ces longs retards et disons le franchement, cette apathie des Conseils législatifs dans l'accomplissement de l'une des plus précieuses promesses formulées par la Constitution de 1874, en faveur des quatre cent mille citoyens Suisses domiciliés en dehors de leur canton d'origine, sont hautement regrettables et ont pour conséquence de laisser souvent les droits et les intérêts civils de ces nombreuses familles dans une déplorable insécurité.

Il ne s'ouvre pas une succession ou une faillite, il n'y a pas lieu à une interdiction, une tutelle, sans qu'il surgisse dans nombre de cantons des incertitudes sur le droit applicable, par suite des litiges entre parents et avec des tiers, qui entrainent à leur suite un long cortège de frais judiciaires et autres: de là aussi, des conflits entre autorités cantonales et communales, entre les magistrats des différents

cantons et trop souvent, la pratique le constate d'une manière irréfutable, des intérêts légitimement acquis sous la loi d'un précédent domicile ou du canton d'origine, spécialement ceux de la femme mariée et des enfants mineurs, sont gravement lésés.

Une solution législative est impatiemment attendue: elle s'impose à bref délai, comme conséquence nécessaire de la loi fédérale sur la poursuite et la faillite.

La lutte dans les Conseils porte essentiellement sur la prédominance à accorder à la loi du canton du domicile ou de l'établissement sur celle du canton d'origine ou de la bourgeoisie.

En présence de l'art. 46 de la Constitution, qui consacre, *dans la règle,* la juridiction et la législation du canton du domicile, une entente devrait être facile.

La divergence principale apparait dans les chapitres du droit des personnes et du droit de succession.

Le Conseil des Etats admet que la capacité de tester des mineurs et les successions sont réglées d'après la loi du canton d'origine; le Conseil National, parcontre, maintient le principe de la loi du canton du domicile.

Cette dernière solution me parait devoir être approuvée: elle s'impose par le fait du nombre toujours plus grand de citoyens suisses, domiciliés en dehors de leur canton d'origine, par la situation des biens soumis à dévolution successorale et par les besoins de la vie moderne, qui assimilent le domicilié aux citoyens du Canton.

Rappelons qu'en 1863, la lex dubsia a échoué déjà par suite de l'adoption au Conseil des Etats du principe de la loi d'origine en matière de succession: lors des délibérations en 1871—1872 sur le projet de révision de la Constitution fédérale, les deux Conseils ont rejeté le même principe proposé en opposition à celui de la loi du canton du domicile et l'article 45 de ce projet a été simplement rétabli comme article 46 dans la Constitution de 1874. Ce serait donc faire un pas rétrograde en 1890 que de reprendre comme article

de la loi ce qui a été exclu par la volonté du législateur constituant.

Au chapitre du régime matrimonial, les divergences peuvent s'aplanir par des concessions réciproques, mais signalons en cette matière la nécessité de prévoir par une disposition expresse un différend qui se présente fréquemment.

Lorsque le mari tombe en déconfiture, la législation d'un grand nombre de cantons (voir Huber I. pag. 313) prévoit pour la femme le droit de demander la séparation de biens ou des garanties pour assurer la reprise de ses biens personnels. Les jugements qui prononcent cette séparation de biens ou ces garanties, publiés dans le canton du domicile, doivent être opposables dans toute la Suisse aux tiers, comme une conséquence de la faillite, qui sera unifiée des le 1er janvier 1892, ou comme règle de droit édictée en application de l'art. 48 de la Constitution. Si cette conséquence ne peut être admise, il faut alors préciser dans la loi les formalités nécessaires pour arriver au même résultat, et les faire connaitre aux intéressés. La pratique constate que la jurisprudence dans les Cantons est variable et arrive à des conséquences déplorables pour les intérêts légitimes de la femme mariée. —

Les comptes que le Comité soumet à votre approbation pour l'exercice 1889—1890, constatent une diminution de la fortune de la Société, qui se trouve réduite à la somme de *Fr. 9505. 15 cent.* L'excédent des dépenses sur les recettes s'élève à 2096 francs 75 centimes et provient uniquement des sacrifices faits pour la publication du 3e volume de l'ouvrage du professeur Huber sur le „Schweizerisches Privatrecht“ et la remise à moitié prix de ce volume à 386 membres de notre société.

De ce chef, nous avons payé à l'éditeur Detloff à Bâle la somme de 2688 francs 25 cent. outre le subside fédéral de 3 mille francs. En outre, nous avons payé à la même maison 258 francs 40 centimes pour faciliter aux nouveaux membres reçus dans notre association l'acquisition au prix de faveur des deux premiers volumes du même ouvrage.

Vous ne regretterez pas, Messieurs, d'avoir dépensé une

partie de nos économies, conformément à nos statuts, pour répandre la connaissance des législations cantonales.

Les frais d'impression du mémoire couronné et des procès-verbaux de nos séances se sont élevés à 1514 francs.

Nous avons conclu avec la maison Detloff un nouvel arrangement pour la publication du 4me et dernier volume de l'ouvrage Huber, la convention primitive ne prévoyant que l'impression de 3 volumes, soit cent feuilles d'impression. Il a été convenu, d'un part, que ce volume édité à 40 feuilles d'impression au maximum, serait payé comme ses devanciers 20 centimes la feuille et remis à moitié prix aux membres de la société, d'autre part, que l'éditeur nous livrerait gratuitement les 50 exemplaires, que nous nous sommes engagés à délivrer au Conseil fédéral en échange d'une nouvelle subvention fédérale de 3 mille francs; c'est une économie de 400 francs environ pour la caisse sociale. Nous n'avons pas hésité à adopter cette combinaison pour faciliter la publication de cet excellent ouvrage, qui est d'un haut intérêt pour l'étude du droit national et la pratique journalière des relations intercantonales.

Nos contrôles portent les noms de 605 membres de notre Société domiciliés en Suisse, qui ont payé la cotisation annuelle; 7 sociétaires sont domiciliés à l'étranger, ainsi que les 6 professeurs éminents auxquels vous avez décerné le diplôme d'honneur. Total 618 juristes.

Maintenant, Messieurs, honorons la mémoire de quelques collègues que la mort a frappés depuis notre dernière réunion à Lucerne.

Le Dr. Charles Miescher, premier président du Tribunal civil de Bâle ville, membre de notre comité, a été enlevé par l'influenza à la fleur de l'âge, au milieu de la belle carrière qu'il remplissait à la satisfaction de ses concitoyens. C'était un esprit solide, marchant droit au but avec science et fermeté, un travailleur infatigable, un collègue aimable et de bon conseil. Dr. Edouard Heussler, à Bâle, ayant à la fin de sa carrière dirigé avec succès la construction d'un chemin de fer régional. L'avocat Leodegar Oswald, à Lucerne, cet hôte

assidu de nos réunions qu'il égayait par son humour, ce pionnier de l'unification du droit, a été foudroyé par une apoplexie, au moment où il se rendait à l'audience du juge: c'est un soldat mort au champ d'honneur pour la protection du droit. A Zurich, Dr. Henri Honegger, ancien président de la Cour d'Appel, juge suppléant au Tribunal fédéral: il avait repris avec succès la pratique du barreau, après avoir rempli les plus hautes fonctions de la magistrature cantonale: c'était un esprit clair et précis, un juriste consommé, poursuivant avec logique sa voie: c'était un collègue aimable et bienveillant. Wintsch, juge au Tribunal suprême. Dr. Ottensoser, avocat pratiquant. A Stans: Robert Durrer, landammann et nationalrath. A Fribourg: Berset, président du Tribunal du district de la Sarine.

En vous souhaitant la bienvenue, Messieurs et chers collègues, j'ouvre la première séance de la 28e réunion de la Société Suisse des Juristes.

II.

Zur Aufnahme in den Verein melden sich die nachfolgenden Herren und werden durch Beschluss der Versammlung als neue Mitglieder aufgenommen:

1. Hr. *Amsler, Jwan,* Dr. jur., Zürich.
2. „ *Arnold, J. G.,* Rechtsagent, Zürich.
3. „ *Benz, Dr.,* Advokat, Winterthur.
4. „ *Billeter, Attilio,* Dr., Gerichtssubstitut, Zürich.
5. „ *Billeter, Hans,* Bezirksrichter, Zürich.
6. „ *Burckhardt, Hans,* Dr., Civilgerichtsschreiber, Basel.
7. „ *Cramer, Erwin,* Dr., Advokat, Zürich.
8. „ *Engeler, Johann,* Dr., Gerichtsschreiber, St. Fiden.
9. „ *Ernst, Rudolf,* Dr., Advokat, Winterthur.
10. „ *Flad, G.,* Advokat, Zürich.
11. „ *Ganz, J. C.,* Rechtsagent, Zürich.
12. „ *Geel, J.,* jun., Advokat, Sargans.
13. „ *Gömöry, N.,* Dr. jur., Wiedikon.
14. „ *Guyer, A.,* Dr. jur., Bauma.
15. „ *Haab, Dr.,* Advokat, Wädensweil.

16. Hr. *Hagenbuch, U.*, Advokat, Wädensweil.
17. „ *Hammann, Jakob*, Gerichtssubstitut, Zürich.
18. „ *Hartter, J.*, Advokat, Zürich.
19. „ *Hiestand, G.*, Dr. jur., Zürich.
20. „ *Hirzel, Rudolf*, Zürich.
21. „ *Hofmann, Dr.*, Advokat, Zürich.
22. „ *Holder, P.*, Rechtsagent, Zürich.
23. „ *Hotz, Jakob*, Bezirksrichter, Oerlikon.
24. „ *Huber, O.*, Dr. jur., Redaktor, Winterthur.
25. „ *Jellineck, G.*, Dr., Professor, Basel.
26. „ *Keller, Jakob*, Gerichtsschreiber, Pfäffikon.
27. „ *Keller, A.*, Dr., Bezirksrichter, Zürich.
28. „ *Kirchhofer, Leo*, Dr., Justizsekretär, St. Gallen.
29. „ *Kocher, Rudolf*, Advokat, Bern.
30. „ *König, Gustav*, Dr., Advokat, Bern.
31. „ *Kracauer, J.*, Advokat, Zürich.
32. „ *Kündig, Rud.*, Dr., Notar, Basel.
33. „ *Labhardt, A.*, Advokat, Romanshorn.
34. „ *Lang, Otto*, Bezirksanwalt, Zürich.
35. „ *Lienhard, Fr.*, Dr., Audienzsekretär, Winterthur.
36. „ *Merkli, J.*, Advokat, Pfäffikon.
37. „ *Moor, J. J.*, Bezirksrichter, Oerlikon.
38. „ *Morgenthaler, Otto*, Advokat, Burgdorf.
39. „ *Näf, Robert*, Dr., Bezirksrichter, Enge.
40. „ *Oschwald, Walter*, Gerichtsschreiber, Lenzburg.
41. „ *a Porta*, Dr., Advokat, Zürich.
42. „ *Ritter, D.*, Bezirksrichter, Wiedikon.
43. „ *Rothpletz, Aug.*, Sekretär für das eidg. Handelsregister, Bern.
44. „ *Scheitlin, C.*, Dr., Advokat, St. Gallen.
45. „ *Scherb, A.*, Bundesanwalt, Bern.
46. „ *Schneider, G.*, Dr., Advokat, Aarau.
47. „ *Schollenberger, J.*, Dr., Justizsekretär, Zürich.
48. „ *v. Schulthess-Rechberg, Rud.*, Dr., Advokat, Zürich.
49. „ *Schurter, Jakob*, Stadtammann, Zürich.
50. „ *Simon, Alfred*, Advokat, Bern.
51. „ *Sprenger, Dr.*, Advokat, Zürich.

52. Hr. *Stauffer, Ed.*, Advokat, Biel.
53. „ *Stöcklin, E.*, Advokat, Basel.
54. „ *Stoll, H.*. Dr. jur., Enge.
55. „ *Sulzer, E.*, Bezirksanwalt, Zürich.
56. „ *Thomas, Dr.*, Rechtskonsulent, Zürich.
57. „ *Töndury, J.*, Advokat, Zürich.
58. „ *Welti, Aug.*, Dr. jur., Sekretär der Sihlthalbahn, Zürich.
59. „ *Witzig, W.*, Dr., Gerichtssubstitut, Winterthur.
60. „ *Ziegler, Theod.*, Advokat, Winterthur.

III.

Als Sekretäre zur Protokollführung wurden bezeichnet die Herren *Odier*, Advokat, Genève und Prof. *Zürcher*, Zürich.

IV.

Zu Rechnungsrevisoren werden gewählt die Herren: Oberrichter *Kronauer*, Zürich, *Dunant*, conseiller d'Etat, Genève.

V.

Es wird hierauf übergegangen zur Berathung des vom Vorstand vorgelegten Verhandlungsgegenstandes:

Die Stellung des Bundesanwaltes und die ihm einzuräumenden Befugnisse.

Den Mitgliedern war das gedruckte Referat des Herrn Oberrichter Dr. *Ulrich* in den letzten Tagen vor der Versammlung zugestellt worden. Der Präsident theilt der Versammlung mit, dass diese verspätete Zustellung ihren Grund in der Zögerung des Referenten habe und eröffnet im Fernern, dass derselbe die Versammlung schriftlich ersucht habe, seine Abwesenheit wegen Heiserkeit zu entschuldigen.

Der Präsident ertheilt daher das Wort dem Correferenten, Herrn Advokat J. P. *Jeanneret*, La Chaux-de-fonds.

Den anwesenden Mitgliedern werden die von ihm aufgestellten Thesen gedruckt eingehändigt. Sie lauten:

I.

La loi devrait instituer, auprès du Tribunal fédéral, un Ministère public permanent, qui aurait les compétences et attributions suivantes:

II. En matière pénale.

1° Le Ministère public remplirait les fonctions, qui lui sont déférées par les articles 32 à 55 de la Loi d'organisation judiciaire pour les crimes et délits jugés par les Assises fédérales.

2° Il aurait le droit de provoquer et de suivre l'instruction de toutes les infractions aux lois et aux arrêtés fédéraux dont la répression est remise aux Tribunaux cantonaux, et d'intervenir aux débats jusqu'au jugement définitif.

III. En matière civile.

1° Le Ministère public représenterait la Confédération dans tous les différends de droit civil, qui peuvent être portés devant le Tribunal fédéral à teneur de l'article 27 n° 1 et 2 de la Loi d'organisation judiciaire, ainsi que dans les contestations de droit privé entre la Confédération et une Compagnie de chemins de fer, d'après l'article 39 de la Loi du 23 Décembre 1872; dans celles relatives à la comptabilité des Compagnies de chemins de fer (Article 5 de la Loi du 2 Décembre 1883); et dans le cas d'expropriation d'un brevet d'invention en faveur de la Confédération (Article 13 de la Loi du 29 Juin 1888).

2° Dans les causes soumises au Tribunal fédéral, à teneur des articles 29 et 30 de la Loi d'organisation judiciaire, le Ministère public serait appelé à présenter ses conclusions lorsque les questions soulevées peuvent intéresser l'ordre public ou des tiers; spécialement dans les procès sur l'état civil, la capacité civile, la naturalisation, la renonciation à la nationalité Suisse, l'heimatlosat, la validité, la nullité de mariages, le divorce, etc.

IV. En matière de droit public.

Le Ministère public serait entendu dans les contestations de droit public énumérées aux articles 56, 57 et 58 de la

Loi d'organisation judiciaire, ainsi que dans les recours de particuliers et de corporations, qui visent la violation de droits garantis par la Constitution et les Lois fédérales ou par les Traités avec l'étranger.

Monsieur le co-rapporteur résume le rapport de Mr. Ulrich; celui-ci distingue les attributions du Procureur général:

1) au point de vue politique,
2) en matière pénale et procédure pénale,
3) dans le domaine du Droit civil,
4) en matière administrative.

Dans ses thèses, Mr. Jeanneret ne s'est occupé que des attributions judiciaires qu'une loi future devrait conférer au Ministère public.

Sans avoir connu à l'avance le rapport de Mr. Ulrich, Mr. Jeanneret arrive à peu près aux mêmes conclusions.

La différence essentielle c'est que, d'après le rapporteur le Ministère public devrait siéger auprès du Tribunal fédéral, tandis que Mr. Ulrich pencherait plutôt à le laisser auprès du Conseil fédéral.

Une Cour supérieure d'un Etat fédératif, comme la Confédération, devrait posséder, à l'exemple des autres Etats voisins, un Ministère public, chargé de représenter les intérêts de l'Etat, de l'ordre public et des tiers qui ne peuvent faire valoir eux-mêmes leurs droits. Le Message du Conseil fédéral présenté lors de la loi du 28 Juin 1889, fait entrevoir que telle était l'intention de ce corps.

Les thèses imprimées du co-rapporteur distinguent les diverses attributions judiciaires du Ministère public.

I. En matière pénale.

1) Le Ministère public devrait soutenir l'accusation dans tous les cas où siègent les Assises fédérales, ainsi que le prévoient les dispositions de la Loi d'organisation judiciaire fédérale (Art. 32 à 55).

Si d'après le projet de révision de cette Loi, le Tribunal fédéral doit devenir une Cour pénale sans l'assistance d'un Jury, il va de soi qu'auprès de cette autorité le Ministère public remplirait les mêmes fonctions.

2) Depuis la Constitution fédérale de 1874, nombre de lois fédérales ont des sanctions pénales et la répression de ces infractions est remise par ces lois aux autorités cantonales. Ces lois, au nombre de 27, sans compter les Lois sur les régales des Péages, des Postes, de la Poudre, prévoient les unes, le recours de droit public au Tribunal fédéral, d'autres, le pourvoi en cassation à l'Autorité fédérale, d'autres enfin sont muettes sur les voies et moyens d'en appeler à un Tribunal autre que celui des Cantons.

Il existe ainsi une anomalie à laquelle il doit être porté un remède. Mr. le Juge fédéral Hafner l'avait déjà signalée dans les motifs à l'appui de la loi d'Organisation judiciaire fédérale.

Mr. Jeanneret fait observer que certains Tribunaux des Cantons ne sont pas très disposés à appliquer rigoureusement les prescriptions pénales de ces lois.

Pour obvier à tous ces inconvénients, il admet que le Ministère public fédéral aurait le droit de provoquer les enquêtes et d'intervenir dans les instructions auprès des Autorités cantonales et de les suivre jusqu'au jugement définitif et s'il y a lieu de se pourvoir en cassation devant le Tribunal fédéral partout où il s'agirait de l'application d'une loi fédérale par les Tribunaux cantonaux. — La cassation au Tribunal fédéral serait le moyen d'obtenir une plus grande uniformité dans l'application de ces lois.

II. En matière civile.

Le Ministère public serait l'avocat de la Confédération dans toutes les questions de droit privé (Art. 27 No. 1 et 2 de la Loi d'Organisation judiciaire fédérale). Cette attribution lui serait aussi conférée dans les domaines où la Confédération est appelée à intervenir à teneur de l'art. 28 de la Loi d'Organisation judiciaire fédérale: Questions de Droit privé avec une Compagnie de chemins de fer — de Comptabilité des Compagnies de chemins de fer — Expropriation d'un brevet d'invention en faveur de la Confédération.

Dans tous ces cas, la Confédération agit comme partie

demanderesse; le Conseil fédéral est représenté par le Procureur Général.

Une seconde attribution du Ministère public en matière civile serait de défendre les intérêts de la Société à l'occasion de différends soumis au jugement du Tribunal fédéral. Ici le Ministère public intervient non plus comme *partie principale*, mais comme *partie jointe*.

Ces questions sont surtout celles qui intéressent l'Etat civil, la Capacité civile, la Naturalisation, la Renonciation à la Nationalité suisse, l'Heimathlosat, le Divorce et le Mariage. Dans ces matières, les droits des tiers sont souvent en jeu et l'ordre public doit être défendu par un organe qui ne peut être que le Ministère public. Plusieurs Cantons ont cette institution, et exigent que le Ministère public soit entendu dans ses conclusions avant jugement. La France l'exige et l'Allemagne, dans sa Loi d'Organisation judiciaire, oblige le Ministère public à présenter son préavis dans toutes les causes de mariage, de divorce et d'interdiction ou de privation de la capacité civile. Cette intervention parait d'autant plus nécessaire que l'on pourrait citer bien des jugements des Cantons qui n'ont été l'objet d'aucun recours au Tribunal fédéral et dont le dispositif est loin d'être conforme à la lettre et à l'esprit de ces Lois.

Le Ministère public devrait être *tenu* de donner ses conclusions dans tous les procès de cette nature soumis au Tribunal fédéral, et Mr. Jeanneret ne verrait pas d'obstacle à ce que le Ministère public déférât même en l'absence des parties et d'office au Tribunal fédéral des jugements cantonaux dont le dispositif violerait ouvertement des prescriptions impératives des Lois fédérales, surtout en matière de Divorce et d'Etat civil.

III. En matière de Droit public.

Le rôle du Procureur général parait être tout tracé dans les questions de Droit public (Art. 56, 57 et 58 de la Loi d'Organisation judiciaire fédérale): Conflits de Compétence entre les Autorités fédérales et cantonales. — Compétence du

Tribunal fédéral. — Différends de Droit public entre les Cantons. — En matière d'Extradition et d'après le projet de Loi actuellement en discussion aux Chambres, le Procureur général devra intervenir dans l'instruction et présenter ses conclusions. Pour les recours de Droit public qui visent la violation de la Constitution fédérale et des Lois fédérales ou des Traités avec l'Etranger, le Ministère public devrait aussi présenter ses conclusions.

C'est à dessein que Mr. Jeanneret a exclu de la compétence du Ministère public fédéral les recours de Droit public fondés sur la violation des Constitutions et des Lois cantonales.

Par l'intervention du Ministère public dans les questions visées aux Art. 56 à 58, on obtiendrait une fixité beaucoup plus grande dans l'application et l'interprétation de la Constitution, des Lois fédérales et des Traités avec l'Etranger.

Pour parvenir à la réalisation de ces vœux, Mr. Jeanneret ne voudrait pas une révision de la Loi du 28 Juin 1889; il estime qu'il faudrait introduire dans la nouvelle Loi d'Organisation judiciaire un Titre spécial qui, à l'exemple de l'ancienne Loi de 1849, déterminerait les attributions judiciaires du Ministère public.

M. le *Président* remercie le co-rapporteur de ce qu'il ait bien voulu entrer en matière, et ouvre la discussion.

Herr Fürsprech *Reichel* (Bern): Die Behandlung eines Gegenstandes de lege ferenda stellt die Frage, wie das Ideal beschaffen sei, das durch das Gesetz angestrebt wird. Einen idealen Zustand hat das B. G. über den Generalanwalt nicht geschaffen. Ob der schweiz. Juristenverein die Lücken des Gesetzes ausfüllen werde, ist fraglich. Es ist zu bedauern, dass unsere Gesellschaft auch hier wieder über ein bereits gemachtes Gesetz (moutarde après dîner) zu berathen hat.

Mit dem Correferenten werfe ich dem Gesetze vor, dass dem Generalanwalt Funktionen übertragen worden sind, welche mit der Rechtspflege nichts zu thun haben. Man

mag dieselben einem andern Beamten übertragen oder ganz einstellen. Jedenfalls widerspricht die Stellung des Staatsanwalts als Oberpolizeiinspektor dem Princip der Gewaltentrennung.

In kantonalen Gesetzen wird die Incompatibilität des Beamtenstandes mit der Stelle eines Volksvertreters ausgesprochen, man sollte auch auf dem Boden des Bundes staatsrechtlichen Unzukömmlichkeiten ein Ende machen.

Die Generalanwaltschaft kann sehr segensreich wirken, wenn ihr die Ueberwachung des Vollzugs der eidg. Gesetze und ihrer Handhabung durch die Gerichte übertragen wird. Dazu bedürfte es dann allerdings auch der Wiedereinführung der Bezirksanwaltschaften. Viele Bundesgesetze, z. B. das Forstgesetz, geben dem Bund gar keine Möglichkeit, über die Vollziehung seiner Gesetze in strafrechtlicher Hinsicht zu wachen und dieselben vom Prokrustesbett der kantonalen Prozessordnung zu retten. So auch im Eisenbahnwesen; der Bund kann hier nicht einmal gegen eine Sistirung einer Strafuntersuchung im Kanton Bern ein Rechtsmittel ergreifen.

Von einer Zivilkompetenz würde ich absehen, weil nicht derselbe Mann mit derselben Gründlichkeit das Strafrecht und das Zivilrecht beherrschen kann.

Dagegen ist es wünschbar, eine Staatsanwaltschaft, sei es in Verbindung mit dem Bundesgericht, sei es anderswie einzurichten und zwar mit Bezirksanwälten. Besonders nothwendig ist ja die Vertretung vor den kantonalen Gerichten, um die Anwendung der Gesetze des Bundes gleichmässiger und wirksamer zu gestalten.

Herr Bundesrichter *Morel*: Die verspätete Ausgabe des Referates hat die gründliche Vorbereitung, ohne welche eine erspriessliche Diskussion nicht möglich, sehr erschwert. Ich ergreife daher nicht das Wort, um in das Materielle einzutreten, sondern nur um die Aufstellung des Berathungsgegenstandes durch den Vorstand zu rechtfertigen.

Beim Erlass des Gesetzes wurde einem dringenden Bedürfniss entgegengekommen, ohne die ganze Stellung des Bundesanwaltes ins Auge zu fassen. Bedauerlicher Weise

wurde damals die Ansicht ausgesprochen, der Bundesanwalt sei blosser Polizeibeamter. Das ist unrichtig. Der Bundesanwalt soll wahren auf dem Wege des Strafrechts die Interessen der Eidgenossenschaft, die loyale Handhabung des Nachbarrechtes, aber nur auf dem Boden des Strafrechtes, nicht auf dem blossen Polizeigebiet. Darüber wollten wir das Volk aufklären mit unseren Verhandlungen.

Das Gesetz über den Bundesanwalt war ein Gelegenheitsgesetz, das seiner Unvollständigkeit wegen der Revision bedarf. Die daherigen Fragen sollten jetzt besprochen werden, da zur Zeit eine Reihe von Bundesgesetzen, die mit demselben zusammenhängen, in Revision begriffen sind.

Der Bundesanwalt soll beim Bundesgericht die Stimme des Bundesrathes sein. Seine Stellung ist eine schwere und wichtige, wenn er insbesondere bei Staatsverträgen das Gericht aufklären kann über die Entstehung und Motive der Verträge. Das andere, das er thun soll, ist die Vertretung des Bundes in Strafsachen. Er bedarf eines Anwaltes, der die Handhabung der Gesetze überwacht und die kantonalen Entscheide vor das Bundesgericht als Kassationsgericht bringen kann.

Mit Bezug auf die Stellung des Bundesanwalts in öffentlich rechtlicher Hinsicht habe ich noch kein abgeschlossenes Urtheil.

Herr Prof. *König*: Das gewählte Thema ist ein sehr glückliches. Die Organisation des Staatsanwaltes befriedigt weder im jetzigen Zustand noch nach den Vorschlägen Jeanneret.

Jetzt kann der Generalprokurator vom Justizdepartement zu allen möglichen Arbeiten angehalten werden, die mit der Stellung eines Staatsanwalts nichts zu thun haben. Bei dem Bismarcksbesuch der zwei Zürcherherren wurde mit Fug gesagt, dass der Generalprokurator nichts zu thun habe; das Gesetz überträgt ihm eben gerade das nicht, was seines Amtes wäre: Die Anklagen in allen Bundesstrafsachen sollten durch den Bundesanwalt gehen, das ist zur Zeit nicht der Fall. Uebertretungen des Versicherungsgesetzes werden z. B. durch

das Departement des Innern verfolgt, das in „allen Kantonen", also unter Umständen 25fache Verfolgung mit zusammen 12½ Jahren Gefangenschaft eintreten lassen kann. Aehnlich verhält es sich mit dem Alkoholgesetz.

Bei Prüfung und Entscheidung von staatsrechtlichen Rekursen sollte ihm das Recht der Beantwortung und Antragstellung eingeräumt werden.

Die Stellung, welche der Referent Jeanneret dem Bundesanwalt überweisen will, ist zu umfangreich, er kann nicht Anwalt beim Gerichte in Lausanne und Rechtskonsulent in Bern sein.

Unter allen Umständen ist die Einsetzung von Substituten nothwendig.

Nur ein einheitliches Gerichtsorganisationsgesetz vermag die Fragen über die Stellung des Bundesanwaltes richtig zu lösen. Ein solches Gesetz ist nöthig; durch verschiedene Gesetze hat der Bund schon eingegriffen in das kantonale Gerichtswesen und dasselbe durch dieses theilweise Einschreiten nur verwirrt. Es bedarf einer prinzipiellen Auseinandersetzung zwischen Bund und Kantonen.

Mr. *Dunant*, conseiller d'Etat, Genève, constate que la discussion d'aujourd'hui est la continuation de celle de l'année dernière sur les modifications à apporter à la loi sur l'organisation judiciaire fédérale. Si l'on se reporte aux circonstances qui ont amené la nomination d'un procureur général et au message du Conseil fédéral on sait que la notion qui a présidé à cette nomination est différente de ce qui est proposé aujourd'hui. Il s'agissait d'un fonctionnaire qui dirigerait le mode d'action des polices cantonales. Mais il pouvait y avoir pareillement les deux fonctions. La nécessité de l'existence d'un Ministère public se défend très-bien en matière pénal et de droit public. Mais en matière civile il vaudrait mieux laisser la Confédération se choisir un avocat dans chaque cas particulier.

Mr. *Ruchonnet*, président de la Confédération, fait remarquer que le débat actuel se présente dans de mauvaises conditions. Le rapport, d'ailleurs excellent, de Mr. Ulrich

n'a pu être distribué aux membres de la Société que ces derniers jours; nous sommes peu nombreux ici qui avons pu le lire. Quant au contre-rapport, Mr. Jeanneret n'a pu le rédiger puisqu'il ne possédait pas celui de Mr. Ulrich. Mr. Jeanneret s'est borné à tirer des conclusions, lesquelles n'ont même été distribuées que ce matin. Dans cette situation l'assemblée ne pourrait prendre que des décisions précipitées, ce qui ne serait pas de sa dignité. — Les conclusions des deux rapporteurs sont diamétralement opposées l'une à l'autre. Elles peuvent se caractériser de la manière suivante: Mr. Jeanneret veut mettre le Ministère public à Lausanne, auprès du Tribunal fédéral; Mr. Ulrich veut le laisser à Berne, auprès du Conseil fédéral. — Il pourrait arriver un jour que l'organisation judiciaire de la Suisse fût centralisée, ensorte qu'il n'y eût plus que des tribunaux fédéraux. Alors sans doute il faudra un parquet complet, avec procureur général à la tête et procureurs d'arrondissements; mais nous n'en sommes pas encore là, bien que Mr. König veuille repousser toute unification aussi longtemps que nous n'aurons pas centralisé les tribunaux, ce qui, pour le dire en passant, pourrait bien la porter aux calendes grecques. — Laissons pour le moment ce lointain avenir et voyons ce que demande le temps présent. Le Tribunal fédéral a-t-il besoin d'un procureur-général? L'orateur ne le croit pas. Ce fonctionnaire nouveau ne serait en réalité qu'un dixième juge, avec attributions spéciales, mais avec une position très difficile vis-à-vis du tribunal. Ce dernier d'ailleurs ne le demande pas. — Le Conseil fédéral a-t-il besoin d'un procureur-général? L'orateur le croit et il donne les raisons suivantes: Après 1848 la loi d'organisation judiciaire institua un procureur-général et même des substituts. Leurs fonctions étaient déterminées par le code pénal fédéral et par la loi de 1849 sur la poursuite des contraventions aux lois fédérales. On sait en effet que le procureur-général fédéral est placé à la tête de la police judiciaire; qu'il fait ou fait faire la première enquête, en sorte que les juges d'instruction fédéraux ne peuvent être mis en mouvement que sur sa réquisition.

Devant les assises il requiert et plaide. Ailleurs il fait observer les dispositions pénales de nos lois fiscales (poste, péage, poudre). Comme cette besogne ne suffisait pas à l'activité d'un homme, on commença par laisser le poste vacant, en 1856; puis on le supprima, en 1874, en se réservant de recourir dans chaque cas à des procureurs ad hoc. — Tout ce que ce nouveau système a donné d'ennuis et a eu d'inconvénients, l'autorité fédérale le sait. Aussi depuis longtemps désirait-elle le rétablissement du poste. Deux ordres de faits sont venus le rendre nécessaire: D'abord le développement des chemins de fer, et à leur suite une application inattendue du code pénal fédéral. Chaque année c'est en nombre considérable que se produisent les actes ou les omissions qui mettent en péril la sécurité des voyageurs; le département des chemins de fer en transmet les dossiers à celui de Justice et Police; ce dernier examine s'il y a lieu de poursuivre ou s'il faut laisser tomber l'action judiciaire; le conseil fédéral décide. Il y a là une attribution purement judiciaire et en même temps une responsabilité morale. On comprend que le Conseil fédéral tienne à la partager avec un procureur-général. — Un second ordre de faits nouveaux se trouve dans l'éclosion de ce grand nombre de lois fédérales touchant à ces matières d'économie nationale et qui sont issues de la constitution de 1874: fabriques, marques de fabrique, propriété intellectuelle, brevets, billets de banque, chasse et pêche, correction de rivières, reboisements etc.; il y en a 25 ou 30. Ces lois sont toutes armées de dispositions pénales qui leur donnent leur sanction; mais ces dispositions, rédigées à des époques différentes et sans plan d'ensemble, présentent des divergences aussi considérables que peu justifiées. Il faut apporter de l'harmonie soit dans leur rédaction, soit dans leur application. — Ce sera une des tâches et pas la moindre du procureur-général. La future loi sur l'organisation judiciaire fédérale, dont l'élaboration s'achève en ce moment, mettra ce point en lumière. — D'une manière générale on peut affirmer que le développement de toutes les institutions fédérales rendait indispen-

sable le rétablissement du poste de procureur-général. Il serait étrange que la Confédération dût se passer de cette magistrature, alors qu'elle existe dans les moindres de nos cantons. — C'est une erreur commune de croire que le procureur-général de la Confédération serait une sorte de chef de police, institué sous la pression de l'étranger, et que la loi qui l'a rétabli aurait été faite à la hâte, sous l'empire des circonstances. Ce qui a donné naissance à cette opinion, c'est que le Conseil fédéral a profité des circonstances pour faire revivre un rouage dont son département de justice désirait depuis de longues années le rétablissement. Qui sait combien il est difficile de faire admettre par referendum et même par l'assemblée fédérale des emplois à gros traitements, saisira pourquoi le Conseil fédéral a saisi aux cheveux l'occasion offerte par nos différends d'alors avec l'Allemagne. Il est vrai que la loi, énumérant les attributions du procureur-général, met pour ainsi dire en vedette la surveillance de la police des étrangers; mais c'est là un amendement du Conseil des Etats et ce n'est ni le projet du gouvernement, ni même la première décision du Conseil national. Ce n'est pas ici le lieu d'examiner si le Conseil des Etats a bien ou mal fait d'amender le projet de loi; on se bornera à remarquer qu'en faisant intervenir le procureur-général dans la procédure contre les étrangers qui compromettent le pays, on ne fait aucun tort à ces derniers; on leur donne une garantie de plus. — On croit que la loi a été faite à la hâte, probablement parce qu'elle entre dans peu de détails. C'est avec intention qu'elle est telle.

La révision des lois sur l'organisation judiciaire, sur la poursuite des contraventions, sur le droit pénal et autres, préciseront le rôle du procureur-général; jusque là il faut lui conserver une certaine élasticité.

Mr. le prof. *Martin* (Genève) voudrait montrer par un exemple l'utilité de donner à un Ministère Public des attributions civils. La loi sur l'état civil, le mariage et le divorce est fortement critiquée. Cela provient soit de sa rédaction un peu vague, soit surtout de la façon dont elle est

appliquée. Grace à cette application on peut dire que le divorce par consentement mutuel existe en Suisse bien que la loi n'en parle pas. Il arrive que l'époux coupable demandeur en divorce peut l'obtenir en invoquant sa propre faute pour prouver que le lien conjugal est profondément atteint; cela se présente lorsque le conjoint est aussi demandeur de son côté. En pareil cas il est évident qu'aucun des époux ne recourra contre l'arrêt cantonal et pourtant la loi est ainsi violée. Il faudrait donner au procureur-général le droit de recourir d'office et pour cela décider que tous les jugements de divorce seraient soumis au procureur-général qui pourrait d'office nantir le Tribunal fédéral dans l'intérêt de la loi.

Herr Prof. *Stooss* (Bern): Die Frage ist durch Herrn Bundespräsident Ruchonnet richtig dahin formulirt worden: Soll der Bundesanwalt in Bern bleiben oder nach Lausanne ziehen? In dieser Domizilfrage tritt der Unterschied der beiden Meinungen am deutlichsten zu Tage. Mit dem Referenten Dr. Ulrich, dessen Referat nur den Mangel hat, zu spät bekannt geworden zu sein, möchte ich der bisherigen Einrichtung den Vorzug geben und den Bundesanwalt als Vertreter der Bundesinteressen in Bern belassen. Er soll nicht nur Staatsanwalt im eigentlichen Sinne sein, sondern auch bei der administrativen Ausweisung mitwirken.

Gleichwohl ist der bisherige Zustand nicht befriedigend. Gerade die Anarchistenuntersuchung, von der Herr Bundespräsident Ruchonnet sprach, liefert den Beweis hiefür. Eine gerichtliche Untersuchung hat niemals stattgefunden. Der Bericht des Bundesanwaltes schliesst mit der Erklärung, es liege zu einer strafrechtlichen Verfolgung kein Grund vor. Gleichwohl haben Verhaftungen und Haussuchungen stattgefunden. Man wird sagen, es seien dies Handlungen der gerichtlichen Polizei, zu welchen diese berechtigt sein müsse. Allein welches Gesetz ertheilt diese Berechtigung? Das Gesetz über die Bundesstrafrechtspflege erwähnt die Haussuchung nur bei der Voruntersuchung und setzt selbst hier die Voraussetzungen nicht fest. Wie verhält es sich

gar in den Fällen, die rein administrativer Natur sind und in denen von vornherein feststeht, dass es sich nicht um eine strafbare Handlung handelt, mit der persönlichen Freiheit und dem Hausrecht? Gilt hier eidgenössisches oder kantonales Recht? Und wenn das eine oder das andere, welche Bestimmungen? Wenn auch die Gewissenhaftigkeit und der Tact der früheren und der gegenwärtigen Bundesanwaltschaft schwere Eingriffe in das Recht des Bürgers vermeiden liessen, und die Versicherungen des Herrn Bundespräsidenten geeignet sind zu beruhigen, so wäre es doch sehr wünschenswerth, dass dem Bürger für seine Freiheitsrechte, insbesondere für das Hausrecht, gesetzliche Garantieen ertheilt würden, die sicher helfen. Von einem Antrage nehme ich Umgang, spreche aber den dringenden Wunsch aus, es möchte die Gesetzgebung solche Garantieen schaffen.

Mr. *Jeanneret* co-rapporteur reconnaît que l'assemblée est peu préparée à discuter cette question. La faute n'en est pas à lui. Le rapport de Mr. Ulrich lui a été remis il y a deux jours, lorsque ses thèses étaient déjà imprimées, mais s'il avait su qu'il serait dans la situation de rapporteur unique, il aurait développé ses thèses dans un rapport imprimé. Mr. König a mal compris l'orateur qui a parlé d'un Ministère Public et non pas seulement d'un Procureur Général. Le Ministère Public comporte plusieurs fonctionnaires. Mr. Jeanneret entend qu'il y ait un Ministère Public au Tribunal fédéral *sans préjudice* du Procureur Général nommé par la loi actuelle. Il croit contrairement à l'opinion de Mr. Ruchonnet qu'il vaudrait mieux mettre les fonctions du Ministère Public telles qu'il les comprend dans la loi sur l'organisation judiciaire fédérale plutôt que de faire une seconde loi de 1889 qui a soulevé tant d'opposition. Il faut voir ce qu'on peut faire pratiquement aujourd'hui. Mr. Jeanneret est du reste d'accord pour qu'aucune résolution ne soit prise aujourd'hui.

Die Discussion wird — da kein Antrag auf Abstimmung über bestimmte Resolutionen gestellt worden ist — ohne eine Abstimmung geschlossen.

VI.

Herr Prof. Dr. *G. Vogt* hält hierauf einen Vortrag über die Organisation der Bundesrechtspflege in den Vereinigten Staaten von Amerika.[1])

Das Präsidium verdankt den interessanten und anregenden Vortrag und schliesst, da die Zeit vorgerückt und das Thema zu einer Discussion weniger geeignet erscheint, die Verhandlungen um 12½ Uhr.

Verhandlungen vom 9. September.

VII.

Vortrag des Herrn Prof. Dr. *A. von Orelli* in Zürich über: *Das Verhältniss der Berner internationalen Literar-Konvention zum Bundesgesetz betreffend das Urheberrecht vom 23. April 1883.*

Derselbe ist unten in extenso mitgetheilt.

Das Präsidium verdankt den interessanten Vortrag und eröffnet die Diskussion.

Dr. Wille: Was die Revision des Bundesgesetzes betrifft, so bin ich mit v. Orelli einverstanden. Bezüglich der Kündigung der vier bestehenden Verträge weiss ich, dass auch das Departement vollständig diese Ansicht hegt. Man möchte indess diese Kündigung und Revision in Verbindung bringen mit dem Abschluss neuer Handelsverträge, die 1892 zum Ablauf kommen. Bis dahin wird gekündet werden. Die Schwierigkeiten, die das Nebeneinanderbestehen von Konvention und Verträgen mit sich bringt, bestehen auch auf dem Gebiete des Markenschutzrechtes. Auch da wird in gleicher Weise vorzugehen sein wie bei den Literarverträgen. Es ist die Behandlung der Sache in Verbindung mit den Handels-

---

[1]) Dieser Vortrag wird im Anhang vollständig mitgetheilt.

verträgen wünschbar, um Konzessionen gegen Konzessionen machen zu können.

Prof. Schneider schliesst sich dem Danke des Präsidiums an und erklärt sich mit dem Vortrag, insbesondere der Billigung der Petition der Musikgesellschaften an den Bundesrath einverstanden.

Es sollten indess nicht nur die Verträge gekündet, sondern auch zugleich das Bundesgesetz revidirt werden. So ist schon die Umschreibung der Berechtigten in der Konvention, in den Verträgen und im Bundesgesetz verschieden. Es macht die französische Société des auteurs et compositeurs Anspruch auf den Schutz auch ihrer auswärtigen Mitglieder. Ein Entscheid hierüber ist noch nicht erfolgt und beim jetzigen Rechtszustand schwierig zu treffen. Wichtig ist es auch, die Schutzfrist für posthume Werke, z. B. für den Nachlass von Gottfried Keller, genau zu bestimmen; selbst der so sehr versirte Vortragende wagte es nicht, die Frage zu entscheiden.

Die Schutzfrist für Uebersetzungen scheint mir durch die Konvention auf 10 Jahre in allen Vertragsstaaten ausgedehnt worden zu sein. Wichtig für uns ist die Frage der Spieldosen. Nach dem Vertrage mit Frankreich geniessen dieselben das unbedingte Recht, Musikstücke zu reproduziren. Hält das vor der Berner Konvention Stich?

Es wäre richtiger, das Bundesrecht zu revidiren, ehe wir neue Verträge abschliessen, damit nicht neuerdings durch Vertragsrecht die Rechte der Ausländer besser gestellt werden, als die der Schweizer.

v. Orelli verdankt die Mittheilungen von Dr. Wille und die Ausführung von Prof. Schneider. Der Vertrag mit Frankreich muss spätestens 1. Februar 1891 gekündigt werden, mit den andern Verträgen kann man warten.

Die Spieldosenfrage ist gelöst, dagegen bleibt fraglich, ob Orchestrion etc. gleich zu behandeln sind. Die Schutzfrist für Photographien ist bezüglich des internen Verkehrs dispositiver Natur.

VIII.

Vortrag von *Prof. Dr. Meili* in Zürich über: *Das Schweizerische Patentgesetz.* Siehe unten.

Unter bester Verdankung des Vortrages eröffnet das Präsidium die Diskussion.

Leo Weber: Der Vortrag des Herrn Prof. Meili ist sehr verdienstlich und seine Kritik sollte nicht ohne Frucht bleiben; es sollte der Anregung von 1887 endlich Folge gegeben werden, dass die Bundesbehörden Schritte thun, die Redaktion und Uebersetzung der Gesetze sorgfältiger vornehmen zu lassen. Das Justizdepartement hatte in keinem Stadium mit dem Patentgesetz zu schaffen. Es besteht diesfalls eine sehr mangelhafte Organisation, von jeher war man zu wenig sorgfältig in der Ausarbeitung der Gesetze. Auch früher sind die gleichen Unzukömmlichkeiten vorgekommen, nur hat man sich früher weniger mit den Bundesgesetzen beschäftigt. Man kann wirklich sagen: *legum* confusione Helvetia regitur.

So sind insbesondere die Strafbestimmungen jeweilen ohne Begrüssung des Justizdepartements in die Gesetze gekommen, bis man dann endlich vor einem Chaos stand, zu dessen Entwirrung nun der Bundesanwalt eingeführt wurde. Wenn der Juristenverein im Sinne der Anregung Meili sich ausspricht, so ist das wohl die werthvollste Frucht des Vortrages des Herrn Meili.

Prof. König ist vollkommen einig mit Prof. Meili, dass das Requisit der Darstellbarkeit überflüssig ist, eine Erfindung, die gewerblich verwerthbar, ist auch darstellbar. Anderseits ist der Nachweis der Darstellbarkeit in vielen Fällen schwierig, man begnügt sich dann da oft mit der Photographie. Oft ist aber auch dieses Verfahren nicht thunlich. Es wäre wünschenswerth, diese Bestimmung zu streichen. In England verlangte Jemand zur Zeit Eduard III. ein Patent zur Fabrikation des Steins der Weisen, das Patent wurde ertheilt, aber natürlich nicht ausgenützt.

Die provisorischen Patente treten ein, wenn nicht von Anfang der Beweis der Darstellbarkeit erbracht werden kann.

Was ist nun die Stellung des Inhabers innert der zweijährigen Dauer? Inzwischen kann er sich gegen Nachahmer und Benützer seiner Erfindung nicht wehren; erst dann, wenn er das definitive Patent hat, dann aber auch gegen diese Leute, welche bereits angefangen haben die Erfindung zu benutzen. Das definitive Patent ist nicht rückwirkend, die Dauer aber wird von der Ausstellung des provisorischen an gerechnet, m. a. W. das Patent ist in diesem Ausnahmsfalle rückwirkend. So drückt sich der französische Text aus: „*mais* sa durée date . . .“

Die Dauer des Patentes betreffend sagt das Gesetz, es werde ertheilt „au risque et péril de l'inventeur.“ Es findet aber doch eine Vorprüfung statt, das Patentamt theilt confidentiell mit, dass die angemeldete Erfindung nicht neu oder nicht verwendbar sei. Uebernimmt der Gesuchsteller die Gefahr, so wird ihm das Patent doch ertheilt. Was für Rechte hat nun der Gegner des Patentinhabers? Die Nichtigkeitsklage. Sie kann bei den kantonalen Gerichten anhängig gemacht werden, oder excipiendo eingeworfen, in beiden Fällen mit Rekursrecht an das Bundesgericht. Das Gericht hat alsdann zu untersuchen, ob die Gründe nach § 10 des Patentgesetzes vorhanden seien.

Das Gesetz stellt die Voraussetzungen der Klage hin, das Gericht darf nicht darüber hinausgehen, insbesondere hat es nicht zu untersuchen, ob eine wirkliche Erfindung vorliege oder nicht; das Bundesgericht kann sich nicht in ein Sachverständigen-Kollegium verwandeln. Es wird auf ein Urtheil des deutschen Reichsgerichtes, d. d. 28. April 1882 verwiesen. Kohler kritisirt zwar das Urtheil aber mit Unrecht.

Die Klage der Nichtübereinstimmung der mehrsprachigen Gesetzestexte ist eine alte, beim russischen Auslieferungsvertrage ist Abhülfe geleistet worden, beim Obligationenrecht und andern Orts kommen viele Fälle vor. So auch Art. 30 Patentgesetzes. Es sollen Uebersetzungen, nicht freie Nachdichtungen gemacht werden. Im franz. Text von Art. 30 ist den Kantonen nicht vorgeschrieben, die Gerichtsorganisation zu ändern. Das ist übrigens auch gegen die Verfassung,

welche die Gerichtsorganisation den Kantonen überlässt. In den Verein. Staaten dürfte ein solches Gesetz vom Richter bei Strafe des Meineides gar nicht angewendet werden. Ebenso verhält es sich mit der Zulassung von Rechtsmitteln an das Bundesgericht bei Streitsummen unter 3000 Franken.

Die Rechte der Uebertragung, Verpfändung u. s. w. sind im Gesetz gewährleistet; nach dem Obligationenrecht kann ein solcher Vertrag auch formlos geschehen, gegenüber Dritten ist die Eintragung nöthig. Kann nun der mündliche Zedent zur Erfüllung der Formalitäten angehalten werden? Das Gesetz schweigt hierüber.

Endlich die Frage der Weiterziehung an das Bundesgericht. Mit der Appellation ist nichts auszurichten, wegen des „kantonalen Thatbestands". Es genügte aber, dass neue Thatsachen ausgeschlossen sein sollten; die logische Deduktion aus den Thatsachen gehört eigentlich nicht mehr zur Feststellung des Thatbestandes. Es bedarf das Gesetz der Revision, bei Berufung ist diese Beschränkung unzulässig, sie ist höchstens bei Kassationsfällen beizubehalten.

Bundesrichter *Morel* unterstützt die Anregung von Leo Weber, es sei eine eidg. Gesetzgebungs-Redaktions-Kommission einzusetzen.

Die Uebelstände sind nicht zu bestreiten, sie hängen eben zusammen mit der parlamentarischen Berathung, bei denen die Congruenz übersehen werden kann in der Eile der Verhandlungen. Das festgestellte Gesetz würde an die Redaktions-Kommission gehen und dann in definitiver Redaktion zur Schlussabstimmung an die Räthe.

Der Vortrag von Prof. Meili ist sehr werthvoll und verdienstlich auch nach der Seite der praktischen Einführung des Gesetzes. Lücken wird man überall finden, auch in der Gesetzgebung von Deutschland und Frankreich. Man muss sich indess hüten, noch mehr Vorwürfe zu machen, als gerechtfertigt sind. So der Vorwurf, dass das Patentgesetz das Erforderniss der Darstellbarkeit aufgenommen; es war dies Vorschrift der Verfassung.

Das Gesetz hat auch redaktionelle Mängel, da wird es

nun Sache des urtheilenden Richters sein, durch Auslegung die Schwierigkeiten zu ebnen.

Der Richter muss auch darüber urtheilen können, ob eine Erfindung wirklich vorliege. So hat der Basler Richter mit Recht ein Patent für ein Hemd mit Flanellrückenfutter verweigert. Das Patentamt übernimmt keine Garantie für die Neuheit einer Erfindung, der Richter muss daher darüber urtheilen. Im Civilprozess ist das Beweismittel der Expertise zulässig, was das Bundesgericht nicht selber beurtheilen kann, kann es vom Experten erfahren.

Vieles wird so der Richter ausgleichen können, aber dennoch wird eine Revision wünschbar sein, gerade auch bezüglich des dunklen Punktes der Gerichtsbarkeit.

Richtig ist, dass der kantonale Thatbestand den Bundesrichter zu sehr einschränkt und dass hier eine Gesetzänderung gemacht werden muss.

Mr. *Jeanneret* fait observer au sujet des brevets provisoires et des difficultés signalées par Mr. Meili, qu'il existe un règlement du 24 Juin 1889 lequel dans ses articles 17 et 18 renferme des dispositions qui diminuent les inconvénients signalés.

Un second point que relève Mr. Jeanneret c'est l'interprétation que Mr. Meili donne des termes: *la partie intéressée.* Mr. Meili admet que toute personne peut se présenter en disant qu'elle a un intérêt (comme pour l'action populaire en droit romain). Or le traité pour la protection de la propriété industrielle de 1883 dit à l'article 10, à propos de la saisie et des autres actes provisoires: „Est réputée partie intéressé tout fabricant ou commerçant engagé dans la fabrication ou le commerce de ce produit et établi dans la localité faussement indiquée comme provenance.“ Cette disposition parait devoir faire règle d'une manière générale.

Reg.-Rath *Häberlin*: Mit einigem Rechte werden Widersprüche und Unebenheiten dem Gesetze vorgeworfen, noch viel mehr wäre zu kritisiren an den Vollziehungsdekreten und Reglementen der vollziehenden Behörden.

Mit Bezug auf den „kantonalen Thatbestand“ hat sich das Bundesgericht selber die Hände gebunden, durch eine engste Auslegung des Gesetzes, die gar nicht richtig ist. Das Resultat einer Rechnungsoperation $2 \times 2 = 4$. Die Annahme z. B. des animus injuriandi ist keine Thatsache, sondern eine Arbeit der Intelligenz, welche vom Bundesgericht, ohne gebunden zu sein an die Schlüsse der kantonalen Gerichte, selber vorgenommen werden muss.

Von Prof. Meili ist inzwischen dem Präsidenten eingereicht worden die nachfolgende Conclusion:

Der Juristenverein drückt anlässlich der Discussion über das Patentgesetz dem h. Bundesrath den dringenden Wunsch aus, es möchte im Interesse einer sorgfältigen Redaction der neuen Gesetze und der Uebereinstimmung der drei Texte eine eidgenössische Expertenkommission zur Begutachtung ernannt werden.

Diese Conclusion wird von der Versammlung einstimmig gutgeheissen.

IX.

Hierauf meldet sich zum Wort Prof. *Schneider:* Es ist Uebung des schweiz. Juristenvereins, verdienten Männern der Wissenschaft im Auslande, die an unsern Arbeiten Theil nehmen, unsern Dank auszudrücken durch Ertheilung der Ehrenmitgliedschaft.

Herr Geheimrath Rud. v. Jhering hat mit wohlwollender Aufmerksamkeit unsern Verhandlungen beigewohnt und ich beantrage Ihnen daher, ihn in dieser Weise zu ehren.

Mit Akklamation wird die *Aufnahme des Herrn Prof. R. v. Jhering als Ehrenmitglied* des schweizerischen Juristenvereins beschlossen.

Prof. *v. Jhering* dankt für diese Anerkennung, indem er seiner steten Beziehungen zur Schweiz, seit seiner Lehrthätigkeit 1845 in Basel, gedenkt. Er wünscht der Gesellschaft Verwirklichung ihres idealen Zieles, der Rechtseinheit.

X.

Der *Bericht des Preisgerichtes*, welches vom Vorstande bestellt worden war aus den Herren:

Obergerichtspräsident Dr. Sträuli, Winterthur,
Staatsrath Cornaz, Neuenburg,
Nationalrath Häberlin, Frauenfeld,

wird durch das erstgenannte Präsidium des Gerichtes eröffnet.

Er lautet:

Der Vorstand des schweizerischen Juristenvereins hat für das Jahr 1889/90 folgende Preisaufgabe gestellt:

Wesen und Inhalt der Pressfreiheit nach schweizerischem Recht. Geschichtliche und kritische Darstellung mit Berücksichtigung der ausländischen Gesetzgebung und Praxis.

Es wird ein erster Preis von Fr. 500 und ein zweiter von Fr. 300 den besten Arbeiten zugetheilt. Jede Arbeit soll nicht mehr als 6 Druckbogen umfassen.

Es sind zwei deutsche und eine französische Arbeit eingegangen, mit folgenden Mottos:

Die erste: „Aller Anfang ist schwer."

Die zweite ebenfalls deutsch: „In civitate libera linguam mentemque liberas esse debere."

Die dritte französische mit dem Motto: „Sub lege libertas."

Keine der 3 Arbeiten überschreitet die vorgeschriebenen Grenzen des Umfanges. Aber inhaltlich ist keine derselben so hervorragend, dass das Preisgericht im Falle wäre, auf Zuerkennung eines ersten oder zweiten Preises oder auf Druck einer derselben auf Kosten des Vereins anzutragen.

Die erste Arbeit mit dem Motto „Aller Anfang ist schwer" muss nach der einstimmigen Ansicht des Preisgerichtes ganz ausser Betracht fallen. Schon die Eintheilung der Arbeit zeigt einige Unbeholfenheit. Die Titel der Abschnitte sind nicht gut gewählt und das aufgestellte Schema nicht allenthalben konsequent durchgeführt. — Aus der Geschichte und

aus der Praxis der Bundesbehörden hat der Verfasser zwar ein ziemlich reichhaltiges Material zusammengetragen, aber sich mit einer blossen Kompilation begnügt. Die historische Uebersicht über die Entwicklung des schweizer. Bundesrechtes betr. die Pressfreiheit giebt nicht immer ein getreues Bild der jeweiligen Streitfrage, und die Entscheide der Bundesbehörden auf Grund der Verfassung von 1874 sind zwar fleissig und ziemlich vollständig reproduciert, aber nicht kritisiert. Ueberhaupt fehlen in dieser Arbeit selbständige Untersuchungen fast vollständig. Ueberdies ist manches nicht ausgeführt, sondern bloss skizziert, anderes bloss nebenbei erwähnt, ohne logische Verbindung. Vieles endlich ist durcheinander gewürfelt; so ist namentlich keine scharfe Trennung beobachtet zwischen blossen Präventivmassregeln und Strafrecht, zwischen Delikten gegen Personen und Delikten gegen die öffentliche Ordnung. Auch der Styl ist nicht allenthalben sorgfältig, hie und da sogar undeutlich.

Das Ganze macht den Eindruck einer erst vorläufig und theilweise geordneten, noch nicht durchgearbeiteten Materialiensammlung, welche hoffentlich später noch zu richtiger Verwendung kommen wird. Ein selbständiger Wert kann dieser Arbeit nicht zugesprochen werden, denn sie trägt zur Abklärung der aufgestellten Frage nichts bei, ist sogar als blosse Kompilation beurtheilt lückenhaft und unfertig.

Die beiden anderen Arbeiten verdienen dagegen ein bedeutend besseres Zeugniss.

Die deutsche Arbeit „In civitate libera etc.“ ist im Ganzen gut angeordnet, wenn schon nicht einzusehen ist, warum z. B. zuerst von den Beschränkungen der Presse, und erst nachher von der Bedeutung und Aufgabe der Presse geredet wird, und warum der vierte Abschnitt unter dem Titel „Theorie der Pressfreiheit“ auch die, allerdings nicht umfangreichen geschichtlichen Ausführungen erhalten soll. Durch Aufstellung der Frage: was darf man sagen? und Anfügung eines besondern Abschnittes „Die Stellung des Bundesgerichtes“ hat der Verfasser zu erkennen gegeben, dass er sich hauptsächlich mit der Frage beschäftigen wollte, welche Herr Prof. Stooss in seinen

Betrachtungen über einige bundesgerichtliche Urtheile im II. Bande der Zeitschrift veröffentlicht hat. Den dogmatischen und kritischen Untersuchungen folgt sodann die nicht mehr in den Rahmen der Arbeit passende specielle Besprechung einiger neuer Prozessfälle mit kritischen Bemerkungen und eine ganz kurze Uebersicht über den Stand der Gesetzgebung in Amerika, Frankreich und Deutschland. Den Schluss bildet eine moralphilosophische Betrachtung über die Bedeutung der Presse.

Was diese Arbeit bietet, ist im Ganzen sorgfältig ausgeführt, wenn auch Einzelnes nicht ganz klar und leicht verständlich ist. Die historische Entwicklung der bundesrechtlichen Vorschriften enthält zwar nicht viel anderes als das Handbuch von Blumer-Morel, aber es sind wenigstens die Verhandlungen vor dem Jahr 1848 einlässlicher behandelt, die Darstellung ist knapp, und hinsichtlich der Schilderung der sich streitenden Richtungen klar. Wie in diesem Abschnitt so ist auch in dem kritischen Theil viel selbständige Arbeit enthalten. Der Verfasser hat sich bemüht, durch Interpretation der Vorschriften der Bundesverfassung eigene Sätze zu gewinnen, welche in der Hauptsache dahin gehen, dass die Pressfreiheit nicht anders zu behandeln sei als die als selbstverständlich angenommene allgemeine Redefreiheit. Im Einzelnen aber kommt er zu Schlüssen, welche weder als objektiv richtig erscheinen noch überhaupt allgemein gebilligt sind.

Die französische Arbeit mit dem Motto: „Sub lege libertas“ macht ebenfalls im Ganzen einen günstigen Eindruck.

Dieselbe ist etwas abweichend von dem Wortlaute der deutschen Ausschreibung, aber offenbar übereinstimmend mit dem französischen Circular betitelt: „De la notice et des limites de la liberté de la presse“ und zerfällt in drei Hauptabschnitte: Einen dogmatischen Theil, dessen Ausführungen in dem Satze gipfeln, dass die Presse und speciell das Pressdelikt nicht eine ausnahmsweise gesetzliche Behandlung erfordere, sondern einfach dem gemeinen Rechte unterstellt werden müsse.

Der zweite fast die Hälfte der ganzen Arbeit umfassende

Abschnitt enthält einen weitausholenden historischen Ueberblick über die Gesetzgebung in alter und neuer Zeit, wobei besonders die Entwickelung in Frankreich ausführlich verfolgt wird, sodann eine Uebersicht der in den bedeutendsten europäischen, amerikanischen und asiatischen Staaten bestehenden gesetzlichen Bestimmungen über die Presse, endlich, eingeleitet durch einen kurzen historischen Abriss, der bezüglich der neuesten Zeit etwas dürftig gehalten ist, die bundesrechtlichen Bestimmungen der Schweiz und die einschlägigen Gesetze der einzelnen Kantone. Der ganze Abschnitt ist eine offenbar mit vieler Mühe und grossem Fleisse angelegte Sammlung, welche indessen, was die kantonalen Gesetzgebungen anbetrifft, nicht ganz vollständig und nicht gleichmässig ist. In einem dritten Theile endlich „die Schweizer. Bundesgesetzgebung“ werden an Hand der im ersten Abschnitt entwickelten Grundsätze theils die Bestimmungen der Bundesverfassung, theils die bezüglichen Entscheide der Bundesbehörden behandelt, und endlich wird untersucht, wie die allgemeinen und die besondern Vorschriften des Bundesgesetzes vom Jahr 1853 auf Pressvergehen anzuwenden seien.

Wird auch bei dieser Arbeit wie bei der zweiten von der übermässigen Belastung mit nicht nothwendig zum Thema gehörendem Material abgesehen, so verdient das, was sie im ersten und dritten Theil enthält, als correct bezeichnet zu werden. Hiebei ist insbesondere hervorzuheben, dass der Verfasser, während sein deutscher Konkurrent mehr kritisch und offensiv vorgeht, in seinem Urtheil allenthalben zurückhaltend und bedächtig ist. Der Styl ist präcis und gemessen.

Allein an beiden Arbeiten ist gleichmässig verschiedenes auszusetzen. Die allgemeine Litteratur über Pressfreiheit ist weder bei der einen noch bei der andern stark berücksichtigt, wenigstens trifft man nur spärliche Verweisungen, und während die deutsche die Arbeiten von Prof. Stooss geradezu zum Ausgangspunkte einiger Betrachtungen macht, wird hievon in der französischen keinerlei Notiz genommen.

Die ausländische Gesetzgebung ist in der ersten nur sehr ungenügend erwähnt — wie der Verfasser angiebt, desshalb,

weil sie politisch auf anderm Boden stehe als die schweizerische und daher nicht verwendbar sei, — in der letztern zwar sehr umfassend dargestellt, aber in einer Weise, die wenig Werth haben kann, weil jede Kritik derselben unterlassen ist. Eine gruppenweise Behandlung mit kritischen Vergleichungen hätte gerade aus dem von dem deutschen Concurrenten angeführten Grunde sehr interessant sein müssen. — Die ausländische Praxis, deren Berücksichtigung in der Aufgabe ebenfalls gefordert wird, ist weder bei dem einen noch bei dem andern behandelt.

Eine gruppenweise Behandlung hätte sich auch hinsichtlich der kantonalen Gesetzgebung empfohlen, z. B. in der Weise, dass untersucht worden wäre, wie sich die Handhabung der Pressfreiheit gestalte in Kantonen mit besonderer Pressgesetzgebung, in Kantonen mit blossen Strafgesetzen und endlich in solchen, welche weder dieses eine noch das andere kennen. Auch das ist unterblieben, bei dem Deutschen, um das Detail zu vermeiden und übersichtlicher zu bleiben, bei dem Welschen, weil er annahm, die blosse trockene Wiedergabe der Bestimmungen leiste denselben Dienst.

In den dogmatisch-kritischen Abschnitten muss ferner als entschiedener Mangel bezeichnet werden, dass die allerwichtigsten Fragen gänzlich unerörtert bleiben, höchstens beiläufig erwähnt werden. So z. B. hätte sich eine Untersuchung über die innere Begründung der responsabilité par cascades gewiss der Mühe gelohnt. Andere interessante Fragen des Strafrechtes und des Strafprozesses sind ebenfalls bei dem einen gar nicht, bei dem anderen nur einseitig in der Anwendung des Bundesstrafrechtes und auch hier nur theilweise zur Erörterung gebracht. Am auffallendsten ist aber, dass beide Arbeiten die privatrechtlichen Folgen des Pressdeliktes völlig ausser Acht lassen. Vielleicht geschah es aus dem allerdings in der Hauptsache zutreffenden Grunde, weil die Art. 50 und 55 des Obl.-Rechtes, obwohl sie hauptsächlich bei Pressdelikten angerufen werden, hier doch eigentlich nicht nothwendig eine specifisch andere Anwendung erheischen als bei der gewöhnlichen Ehrverletzung. Aber

andere Fragen, wie z. B. das Verhältniss der civilrechtlichen Bestimmungen des Obl.-Rechtes über die Haftbarkeit zu den Strafbestimmungen der Kantone, welche die successive Verantwortlichkeit kennen — und ähnliche Fragen, wie sie bereits am Juristentag in Schaffhausen erörtert wurden, hätten doch wohl in den Rahmen der gestellten Aufgabe nothwendig gehört.

Was endlich die materiellen Ausführungen anbetrifft, so ist zwar interessant, dass beide Autoren (nicht de lege ferenda, sondern de lege lata, d. h. auf Grund des Art. 55 der Bundesverfassung) zu dem Schlusse kommen, es seien alle und jede Präventivmassregeln gegen den Missbrauch der Presse unzulässig; aber nichtsdestoweniger hält das Preisgericht dafür, es sei über alle Zweifel erhaben, dass die Bundesverfassung nicht eine absolute, sondern nur eine relative Freiheit der Presse garantiere und dass sie bei der Beschränkung gerade Präventivmassregeln im Auge habe. Es kann daher in dieser Richtung auch dem hauptsächlichsten Resultat der beiden Arbeiten nicht zugestimmt werden.

Gestützt auf diese Gründe geht auch hier die einstimmige Ansicht des Preisgerichtes dahin, es sei, namentlich mit Rücksicht auf die konstatierte Unvollständigkeit beider Arbeiten auch von der Zuerkennung eines zweiten Preises abzusehen. Dagegen anerkennt es immerhin bei beiden den selbständigen Charakter und den auf die angestellten Untersuchungen verwendeten Fleiss.

Der Antrag des Preisgerichts geht somit dahin, es sei jeder dieser beiden Arbeiten mit dem Motto: „In civitate libera“ und „Sub lege libertas“ ein Anerkennungspreis von je 200 Fr. zuzuwenden.

Dem Antrage des Preisgerichtes wird stillschweigend zugestimmt. Als Verfasser der Arbeit „In civitate libera“ ergiebt sich Hr. Dr. H. Huber, Rechtsanwalt in Wohlen (Aargau) und als Verfasser der Arbeit „Sub lege libertas“ Hr. Fürsprech Alfred Ribeaud in Pruntrut.

XI.

Das Präsidium referirt über den Stand der Vorarbeiten zur Vereinheitlichung des Strafrechts der Schweiz. In etwelcher Abweichung vom ursprünglichen Programm, jedoch in Uebereinstimmung mit dem h. Justizdepartement habe Hr. Professor Stooss vorerst ein Werk bearbeitet, betitelt: „Die schweizerischen Strafgesetzbücher. Zur Vergleichung zusammengestellt und im Auftrage des Bundesrathes herausgegeben von Carl Stooss". Das Buch sei nunmehr bei Georg in Basel erschienen und es wünsche der Verleger die Bestellungen der Mitglieder des schweizer. Juristenvereins, denen nach Vertrag mit dem Departement die Berechtigung zustehe, das Buch zu reduzirtem Preise zu beziehen, entgegenzunehmen, ehe er den öffentlichen Vertrieb zum Preise von 15 Fr. eröffne.

Der reduzirte Preis solle noch festgestellt und den Mitgliedern durch Zirkular zur Kenntniss gebracht werden, mit der Einladung zu zahlreicher Subscription, da dieses Werk, abgesehen von seinem Werthe für die gesetzgeberische Arbeit, schon jetzt dem Praktiker eine Orientirung im schweizer. Strafrecht darbiete, die anderweitig nur mit grösster Mühe zu erreichen ist.

XII.

Sodann theilt der Herr Präsident der Versammlung mit, dass Herr Dr. *J. Schollenberger* in Zürich den dritten Band seiner vergleichenden Darstellungen aus dem öffentlichen Rechte der schweizerischen Kantone, die schweizerische Freizügigkeit behandelnd, dem schweizerischen Juristenverein zu seiner 28. Jahresversammlung gewidmet habe.

Er beantragt, die Widmung unter bestem Dank entgegenzunehmen, indem er zugleich die Mitglieder auf das nützliche Unternehmen des fleissigen Bearbeiters schweizerischen Rechtes aufmerksam macht und diesem Unternehmen guten Erfolg wünscht. —

Es wird nach dem Antrage des Präsidenten beschlossen.

XIII.

Im Anschlusse an die Mittheilungen des Herrn Präsidenten über die Vorarbeiten zur Vereinheitlichung des Strafrechts zeigt Prof. Zürcher das Erscheinen des Werkes: Das Strafrecht der Schweiz von Heinrich Pfenninger, Dozent der Rechte an der Universität Zürich", an. Der Inhalt des Werkes sei wesentlich geschichtlich, von den Tagen der Berner Handveste bis auf die neuesten Codificationen, mit der Tendenz überall in der Mannigfaltigkeit die verbindenden Einheitsmomente nachzuweisen. Der Verfasser arbeitet auch auf die Vereinheitlichung des Strafrechts hin, die er indess auf der geschichtlichen Grundlage des altschweizerischen Friedensrechtes herbeiführen möchte. — Da in den offiziellen Vorarbeiten zur Strafrechtseinheit die geschichtliche Bearbeitung des Strafrechts zurücktritt, wo nicht fallen gelassen wurde, muss auch für diejenigen, welche mit dem Schlusse des Pfenningerschen Werkes nicht einig gehen, es sehr willkommen sein, dass die Verfechter des historischen Standpunktes darauf hingewiesen werden können, dass nunmehr auch den von ihnen an die Vorbereitung des Einheitsrechtes gestellten Anforderungen durch dieses Buch Genüge geleistet worden sei. Daher der

Antrag:

Der Vorstand möge erwägen, ob und in welcher Weise vom Schweizerischen Juristenverein aus direkt oder indirekt die Verbreitung des Werkes gefördert werden könne.

Dieser Antrag wird angenommen, nachdem ausdrücklich erklärt worden war, dass darin die Vollmacht an den Vorstand liege, das Nöthige noch vor Zusammentritt der nächsten Jahresversammlung vorzukehren.

XIV.

Herr Kronauer eröffnet den Bericht der Rechnungsprüfungs-Kommission über die Rechnungsablage des Quästors pro 1889/90.

Comptes et état de la fortune sociale.

Recettes.

1889, sept. 1er Fortune sociale à ce jour .	fr.	11601. 90
Bonification de la Banque Cantonale .	„	2. —
28 droits d'entrée de nouveaux membres	„	140. —
605 cotisations annuelles	„	3025. —
Intérêts des dépôts à la Banque Cantonale	„	279. —
„ du compte courant à la B. C.	„	37. 10
Recettes diverses	„	164. 60
3me annuité subside fédéral pour mémoire	„	3000. —
	fr.	18249. 60

Dépenses.

à Detloff payement pour 3me volume Huber, y compris la 3me annuité subside fédérale	fr. 5688. 15		
au dit, livraison supplémentaire aux nouveaux membres . .	„ 258. 40		
Prix aux lauréats du concours .	„ 800. —		
Indemnités de transport au Comité et expertes	„ 282. 55		
Dépenses diverses	„ 201. 35		
Frais d'impression pendant l'année	„ 1514. —		8744. 45
1890, sept. 1er Fortune sociale à ce jour .		fr.	9505. 15

Cette fortune est représentée par:

2 bons dépôts à la Banque Cantonale Vaudoise	fr.	7500. —
Solde en compte courant à dite au 30 août	„	1981. 30
Solde redu par caissier	„	23. 85
Total égal	fr.	9505. 15

Die Kommission erklärt, diese Rechnung geprüft und in allen Theilen richtig befunden zu haben. Sie beantragt daher Abnahme der Rechnung unter bester Verdankung an den Rechnungssteller für die gewissenhafte und umsichtige Verwaltung.

Die Versammlung genehmigt den Antrag.

XV.

Nachdem in der Jahresversammlung von 1889 in Luzern die Motion Jeanneret erheblich erklärt worden war, hat der Vorstand dieselbe berathen und legt nunmehr folgenden Entwurf der Versammlung vor:

Entwurf einer Statutenrevision.

Projet de modifications aux statuts de la Société.

Art. 7. Der Vorstand besteht aus einem Präsidenten und 6 Mitgliedern, welche von der Generalversammlung durch das absolute Mehr gewählt werden.

Der Präsident wird für 3 Jahre gewählt und ist nicht unmittelbar wiederwählbar.

Die übrigen Vorstandsmitglieder werden gleichfalls für 3 Jahre gewählt. Dieselben sind in drei Serien eingetheilt. Jedes Jahr wird eine Serie neu gewählt: überdies werden, gegebenen Falls, die durch Tod oder Austritt abgegangenen Mitglieder für die betreffende Serie ersetzt. Die Mitglieder einer zu ersetzenden Serie können erst nach einem Jahre Unterbruch wieder gewählt werden.

Uebergangsbestimmungen.

Art. 10. Im Jahre 1890 werden die in Luzern im vorangegangenen Jahre gewählten 6 Vorstandsmitglieder durch das Loos in 3 Serien ausgeschieden. Die erste Serie hört sofort auf zu funktionieren, die zweite im Jahre 1891, die dritte im Jahre 1892.

Art. 7. Le comité est composé d'un président et de six membres, nommés par l'assemblée générale à la majorité absolue.

Le président est nommé pour 3 ans: il n'est pas immédiatement rééligible.

Les autres membres du comité sont aussi nommés pour 3 ans: ils sont répartis en trois séries; chaque année il est procédé à la nomination d'une série et cas échéant, au remplacement des membres décédés ou démissionnaires dans les autres séries. Les anciens membres ne sont rééligibles qu'après une année d'intervalle.

Dispositions transitoires.

Art. 10. Il sera procédé en 1890 à la répartition en trois séries et par voie de tirage au sort de six membres du Comité nommés en 1889 à Lucerne. La première série cessera immédiatement de fonctionner, la seconde en 1891 et la troisième en 1892.

Prof. Meili beantragt Verschiebung der Angelegenheit, da die Vorlage compliziert sei und eine Dringlichkeit nicht bestehe, zumal die wünschbare Erneuerung des Komité auch sonst eingetreten sei und eintreten werde.

Der Verschiebungsantrag wird zum Beschluss erhoben.

XVI.

Die Versammlung bewilligt dem Vorstand einen Kredit von 800 Fr. für eine von ihm zu bestimmende Preisaufgabe.

XVII.

Auf freundliche Einladung hin wird als nächster Versammlungsort Genf bezeichnet.

XVIII.

Der Präsident eröffnet ein Begrüssungstelegramm, das Adv. Gabuzzi Namens der Tessiner-Juristen an die Versammlung gerichtet.

XIX.

Es erfolgen schliesslich zwei Ersatzwahlen in den Vorstand für den verstorbenen Herrn Dr. K. Miescher und den zurücktretenden Herrn Bundesrichter Morel.

Die Eröffnung des Listenscrutiniums ergiebt:

Eingegangene Stimmzettel	85
Doppelte Zahl der Votanten . . .	170
Davon ab leer	7
Bleiben Stimmen	163
Einfache Votantenzahl	81,5
Absolutes Mehr	42

Stimmen erhielten:

Gerichtspräsident Iselin, Basel . .	59
Adv. Dr. Arthur Hoffmann, St. Gallen	50
Adv. St. Gabuzzi, Bellinzona . . .	33
Vereinzelte	21

Gewählt sind somit die Herren Iselin und Hoffmann.

Schluss der Sitzung 2 Uhr Nachmittags.

Zürich, den 9. September 1890.

Namens des Vorstandes:

Der Präsident:

Dr. J. Roguin.

Die Sekretäre:

Zürcher. Odier.